

## Vous écrivez des lois On écrit l'histoire !

C'est du jamais vu ! Depuis 2001 et le mouvement contre la réforme LMD c'est le plus grand soulèvement des étudiant(e)s. Au 25 juin, 241 facultés (A.E.I.) sur 258 et 186 écoles techniques (T.E.I.) sur 198 sont occupées par les étudiant(e)s!

La plupart des étudiant(e)s ont déjà raté leurs sessions d'examens mais personne n'a envie de baisser les bras tant que le gouvernement (droite) ne retire pas son projet de loi qui concerne l'éducation supérieure. Il y a déjà 6-7 semaines que le mouvement étudiant grecque est entré dans un bras de fer avec le ministère d'éducation et de religions.

Quels sont les points les plus importants de ce projet de loi :

- Il fixe un nombre maximal d'années d'étude à  $x+x/2$  années,  $x$  étant le nombre « normal » d'années d'études pour le diplôme concerné. Par exemple, une étudiante n'ayant pas terminé sa maîtrise en 6 ans (4 années normale +  $4/2=2$  années de plus = 6 années), elle sera simplement rejetée par la faculté... alors pas de possibilité de redoubler plusieurs fois et encore plus difficile d'obtenir le diplôme, surtout pour ceux et celles qui sont obligé(e)s de travailler pendant leurs études... Le victime devient alors coupable et le gouvernement fait apparaître les étudiant(e)s « éternel(le)s » comme le problème le plus grave de l'éducation supérieure tandis que sont négligés les véritables problèmes (manque de financement, manque d'infrastructures- seulement 3,5% du financement public de l'état grec est attribué à l'éducation).
- Il facilite la suppression de « l'asile universitaire ». Depuis la chute de la dictature en 1974, la police n'a pas le droit d'envahir les universités (sauf en cas de crime « grave »). En combinaison avec les propositions du ministère pour la présence des vigiles dans les facultés, on peut imaginer que des types de protestation comme l'occupation ou même l'organisation de manifestations politiques (ex. forum libertaire) ou culturelles « dérangeantes » dans des universités sera pratiquement impossible. L'évacuation de la Sorbonne et d'autres facultés par les CRS ne semble pas très loin...
- Il abolit le droit à un ouvrage gratuit, le



droit de base de l'éducation gratuite. L'actuel système de la distribution gratuite d'un ouvrage au moins par cours est jugé comme « gaspilleur, anachronique et restrictif de la procédure d'apprentissage »...

- Il institutionnalise l'embauche des « managers » pour les universités pour réussir le contrôle économique et administratif des universités. Avec l'embauche des « managers » le ministère recherche la plus grande jonction entre les universités et les lois libre marché. Désormais les structures du marché contrôleront l'université avec pour but la formation des diplômé(e)s « idéaux(ales) » prêt(e)s pour les arènes du libre marché.

Avec tous les changements ci-dessus et en combinaison avec la révision de l'article 16 de la constitution, facilitant la création d'universités privées (l'état grecque ne reconnaît pas actuellement les diplômes venant des institutions privées) une université d'une nouvelle forme est institutionnalisée :

- Une université qui fonctionnera avec les priorités du profit, qui avec la présence des « managers » et des frais de scolarité « mendiera » aux entreprises privées, soit pour louer ses espaces, soit avec pour leur vendre « de la connaissance ». Une université qui produira des « bon(ne)s » travailleur(se)s, c'est à dire, une université qui leur aura appris ce que signifie baisser la tête et courir du matin au soir.
- Une université qui ne connaîtra rien de politique, de combats collectifs, d'esprit critique.
- De plus, une université qui aura oublié sa relation constante avec les intérêts collectifs, avec des luttes avec l'esprit de

solidarité.

Contre ce projet de loi, contre cet esprit qui transforme l'université en entreprise et les étudiant(e)s en travailleur(se)s (bon marche en plus), le mouvement étudiant réagit et s'organise : des AG gigantesques, des manifs pacifiques ou violentes qui regroupent des dizaines de milliers de personnes, des tracts, des affiches,... et le plus important peut-être, les endroits occupés restent vivants, avec des discussions, des manifestations culturelles ou politiques (par exemple, le 9ième festival anti-raciste de Salonique a commencé le 22 juin dans la faculté)... Le slogan "ça se passera comme en France" c'est l'engagement pour un combat intransigeant du mouvement étudiant jusqu'à la victoire !

Après presque 2 mois de luttes pour quelques universités, les revendications du mouvement sont allées beaucoup plus loin. Il suffit seulement de lire les décisions et les propositions aux AG et à la coordination des AG des facs occupées pour comprendre que l'abrogation de ce projet de loi n'est pas suffisante pour que le mouvement s'éteigne.

Bien sur, dans le mouvement, il y a plusieurs tendances politiques et les tensions parmi les différents groupes politiques ne manquent pas. Le soulèvement a commencé à l'initiative des quelques groupes d'extrême-gauche et après deux mois il est supporté par presque tous les groupes politiques (il y a beaucoup de méfiance contre le PC et le PS grec) de la gauche du PS jusqu'aux anarchistes et aux autonomes radicaux.

Et comme en France, il y a quelques mois, ainsi qu'en Grèce les étudiant(e)s essayent de se réunir, de se retrouver avec les travailleur(euse)s et réciproquement. La preuve, pour la dernière manifestation de 22 juin nombreuses étaient les appels et les préavis de grève des différentes fédérations. Encore plus nombreuses sont les motions de solidarité et de soutien qui viennent des associations des travailleur(euse)s, même de l'étranger. Voici la traduction d'un extrait de la décision de l'AG de l'université de Panteios: « ...pour l'avancée de cette lutte pour notre éducation, notre travail, nos vies nous appelons tous les secteurs en lutte de l'éducation (élèves, enseignant(e)s et globalement tous les travailleurs à appeler à la grève générale. ».

Bien sur, les syndicalistes officiel(le)s et les bureaucrates de tous poils (pères des étudiant(e)s ou pères des travailleur(se)s comme ils les appellent en Grèce) font tout pour contrôler le mouvement. Et si on ne peut pas le contrôler la solution est connue, bien simple est trop facile : on le laisse tomber...

A côté de tout ça L'État et ses rouages ne restent pas inactifs... Depuis le début du mouvement le Ministère parlait de désinformation des étudiants et de leur manipulation par des groupements extrémistes. Toutefois, vu l'ampleur du mouvement, Gianakou (la Ministre de l'enseignement) a changé de ton. Premièrement elle a dit que la proposition de loi ne sera pas discutée lors de la séance d'été du Parlement comme prévu mais à la séance plénière de la rentrée, une fois les élections communales passées. Deuxièmement elle essaie de séduire le mouvement, en proposant le dialogue et la négociation sur le contenu de la loi cadre. Dialogue d'un côté, répression de l'autre. A chaque manifestation (surtout à Athènes et à Salonique) les CRS et la BAC (leurs équivalents grecques) utilisent des matraques et des lacrymogènes et dizaines de personnes sont mis en garde à vue. La répression de la manifestation nationale à Athènes le 8/06 était telle que (miracle!) les médias grecs ont décidé de commencer à parler du mouvement (comme par hasard l'accent a été mis sur les vitrines de banques cassées et les poubelles brûlées).

Il est évident que le Gouvernement sent la pression et sent qu'il a mal géré l'affaire (trop de réformes à caractère anti-populaire, manipulation médiatique, répression violente du mouvement etc.). Surtout à quelques mois des élections il veut apaiser la situation, mais il est probablement trop tard...

Actuellement les étudiant(e)s rencontrent beaucoup des difficultés (massification, participation aux occupations, vacances etc.). Malgré celles-ci, le mouvement tient encore le coup. Il grandit, acquiert ses expériences, développe sa conscience...

Et comme soulignent les insurgé(e)s :

**AUX PROBLÈMES COLLECTIFS IL N'Y A PAS DE SOLUTIONS INDIVIDUELLES !**

**DES COMBATS SANS VICTOIRES EXISTENT - DES VICTOIRES SANS COMBATS NON !**